

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

OUBLI DU PASSÉ.
—
VIGILANCE POUR L'AVENIR.
—
SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN I^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 19 MARS.

CITOYENS,

Dans notre précédent numéro, nous avons établi, nous le pensons, aux yeux de tous, que la République était désormais le seul gouvernement possible en France et en Europe, le seul conforme aux vœux librement exprimés des peuples, et à l'établissement duquel n'avait concouru aucun moyen soit violent, soit subreptice.

La voyez-vous fonctionner, depuis près d'un mois, cette République inattendue, avec cette spontanéité qui tient de la confiance en ses propres forces, obéie sur un signe de simple velléité, devinée et prévenue sur le moindre geste, dormant tranquille sans gardes et sans espions, ayant pour conseillers intimes quarante-quatre mille clubs répandus sur cinquante-quatre millions d'hectares; autant de clubs que de communes, quarante-huit clubs dans le seul sein de Paris, quatre par arrondissement!

La République n'est donc plus à proclamer en France; elle est de fait proclamée, et cela à une si immense majorité, et par suite d'une telle liberté de votes, qu'on peut dire que l'adhésion à cette forme divine et seule chrétienne de gouvernement doit être considérée comme ayant été obtenue à l'unanimité des suffrages; à la manière de voter des anciens Francs, nos invincibles pères; sur le champ de bataille, par acclamation et les piques en l'air.

Car au cri de contre-épreuve : *Que ceux qui sont d'un avis contraire lèvent la main désarmée en l'air*, tous les combattants ont baissé leurs lances vers la terre, comme témoignage de dévouement à l'élue de la nation. Pas une main n'a dépassé le niveau de ces trente-cinq millions de têtes.

Point de réclamation?

Soldats citoyens! citoyens soldats!

La République est adoptée, à la face du ciel qui la bénit, à la face des peuples qui la souhaitent, à la face des rois conjurés, dont le trône s'ébranle et menace ruine, privé du contre-poids abhorré qu'ils s'étaient fait en France, et que vous venez de renverser à jamais d'un coup de pied. Vive à jamais la République!

A ce cri de trente-cinq millions d'hommes, l'univers entier a fait écho.

« Combattants, déposez les armes et rentrez vainqueurs au foyer! barricades, abaissez-vous, et nivelez sur le sol les pavés de la défense! commerçants, ouvrez vos bazars, la circulation est rétablie dans les grandes artères de Paris et de la France; la fraternité a mis la confiance à la place d'un crédit imposteur; le soldat redevient travailleur; la liberté de la pensée va féconder l'industrie; le pays classique de la bravoure n'est-il pas en même temps le pays classique du génie des sciences et des arts? désormais toute profession va s'élever au niveau d'une science, tout métier à la dignité de l'art; artisan et savant vont devenir synonymes. »

Or qui a dit tout cela? vous et moi, vous tous, tout ce que la France possède d'hommes. Jamais gouvernement déchu n'avait moins laissé en France de sympathie, et n'avait emporté en s'en allant moins de regrets. Tous les partis les plus opposés se sont donné la main, pour le mettre en commun à la porte; tous ont dit, dès le premier moment de triomphe : A ce prix, nous sommes républicains. Tous l'ont juré sans restriction, sans faire des réserves, et tous sans y être contraints et forcés.

Mais voilà depuis quelques jours que quelques adhérents se ravisent, et semblent tout à coup vouloir expliquer leurs suffrages, et ne les regarder que comme ayant été donnés conditionnellement, sauf à soumettre leur vote à la sanction de l'Assemblée nationale.

Nous entendons, par-ci par-là, des petits cris poussés par des voix à demi éteintes, en faveur, nous ne dirons pas d'une forme de gouvernement en général, mais en faveur d'un nom proscrit en 1850 par le peuple! Ces petits cris sont ridicules au milieu des acclamations d'un peuple libre; ils y sont tellement étouffés, qu'il faut, quand on est proche, se les faire répéter trois fois afin de les distinguer dans la foule.

Eh bien, par honneur pour le nom français, nous serions heureux de ne plus les entendre.

Non, nous ne voulons pas croire que des hommes d'honneur et de loyauté qui sont venus offrir et leur épée et leur pleine et entière adhésion à la République, à la République telle qu'ils l'ont entendue proclamer aux quatre coins de Paris, à la République une et indivisible, fondée sur cette devise : *Liberté, égalité, fraternité*; non, nous ne voulons pas croire que ces enfants des vieux représentants de la bravoure et de la loyauté française, aient été capables, par suite d'une restriction mentale, de comprendre que cette adhésion n'était que provisoire, et qu'il leur était loisible d'en conserver une autre dans le cœur. Cela n'est pas croyable; car cela n'est pas français.

Nous avons tous été persuadés, et vous l'avez dit, que vous adhérez à la République, parce que cinquante ans d'essais malheureux vous avaient suffisamment démontré que la monarchie, sous quelque forme qu'elle puisse se présenter, était devenue impossible en France; et que le premier essai de la République, fonctionnant sans l'aide d'aucun moyen artificiel de violence ou de police, vous avait paru d'un si heureux augure, dès son apparition en France, qu'en vrais amis du pays avant tout, vous n'aviez pu vous empêcher de la saluer avec enthousiasme, et d'y prêter la main, après avoir rompu franchement avec tous les replâtrages du passé.

Vous n'avez adhéré, nous direz-vous, qu'au Gouvernement provisoire, et non au Gouvernement républicain!

Oh! vous connaissez trop bien la valeur des termes, pour ne pas voir avec nous que cette interprétation du vote serait un misérable jeu de mots; et en fait de parole d'honneur, un jeu de mots est un parjure; or, jusqu'à preuve du contraire, je vous crois incapables de vous parjurer.

Un pouvoir exécutif n'a pas besoin d'adhésion; il ne doit réclamer qu'obéissance. Les adhésions, il les reporte à la puissance, au principe du gouvernement dont il émane.

A qui ferait-on croire qu'en portant son adhésion à l'hôtel de ville, on entendait adhérer à la volonté de MM. Marrast ou Crémieux, ou de tel ou tel autre membre du Gouvernement provisoire?

Nul en France n'a entendu et n'a pu entendre le mot adhésion en ce sens-là.

J'ai adhéré, comme vous tous, au Gouvernement provisoire; j'ai promis mon concours à l'exécution de ses actes; et pourtant, je ne compte pas un ami parmi eux; il n'y en a pas un seul qui n'ait pour moi, il faut le dire franchement, une inimitié fraternelle; pas un seul qui, pendant mes dix-huit ans d'ilotisme et de persécution, ait donné à mon nom la plus légère preuve de sympathie; bien au contraire; et je vous avouerai que pendant ce siècle de mes tortures, moi, je les ai payés de retour.

Et pourtant, une fois que le hasard des circonstances a placé ces citoyens au timon de la République, une fois qu'ils m'ont eu accordé ce qu'avec tous les Français je leur ai demandé : la proclamation définitive de la République,

c'est-à-dire, la constatation publique du suffrage universel en faveur de cette forme de gouvernement, la seule forme qui convienne à des hommes de progrès et de morale, oh dès ce moment, j'ai refoulé mes antipathies dans ma conscience, et il ne s'est pas passé un instant que je ne me sois senti prêt à les maintenir à leur poste provisoire, par tous les moyens dont j'ai pu disposer.

Mais en adhérant ainsi, j'adhérais à la République, et non à leur personne; m'en référant à l'Assemblée nationale, non pas pour soumettre à sa sanction la proclamation de la République; l'Assemblée nationale ne répondrait à une motion aussi séditeuse que par ces mots sublimes et terrassants que le premier consul adressa à l'envoyé de l'Autriche : *la République française est comme le soleil; il faut être aveugle pour ne pas la voir.*

L'Assemblée nationale ne se consultera elle-même, que pour fixer les bases de la constitution républicaine, et la forme de son gouvernement essentiellement républicain; toute autre motion, elle la répudierait comme une insulte faite à la nation tout entière.

L'Assemblée nationale n'inaugurera son entrée au Capitole qu'au cri de *Vive la République!* Nul ne sera admis qu'après avoir prêté serment de sa fidélité à la République et à la Nation.

N'ayez pas d'autre arrière-pensée; vous n'arriveriez pas à la réaliser. Laissons donc là des illusions chimériques, que l'agiotage peut exploiter, que le sentiment national réprouve; vous perdez du terrain dans l'affection de vos concitoyens, en semblant en reprendre un peu dans le souvenir suranné de nos époques rétrogrades.

Nous avons vu jeudi un spécimen de ces tentatives insensées faites par quelques hommes. Nous avons vu vendre la réponse solennelle faite par cent mille citoyens à la tentative, marchant comme un seul homme, en bataillons et drapeau en tête, défilant sur les quais par la rue Saint-Antoine, les boulevards et les Champs-Élysées, aux cris mille fois répétés de *Vive la République!* Les fenêtres étaient pavoisées de drapeaux tricolores dans le jour et spontanément illuminées dès le soir. Où donc a-t-on vu pontifical un petit drapeau blanc ou un drapeau livrée, dans cette assemblée nationale de cent mille citoyens, c'est-à-dire de presque tous les hommes de la grande capitale? A ce spectacle jusque-là inconnu, c'était à se mettre à genoux devant les destinées de la France!

Je vous le répète encore, messieurs de la résistance; ne vous jetez pas en travers de ce mouvement, après l'avoir secondé de vos suffrages; ce mouvement immense briserait votre résistance comme une paille, après avoir accepté votre concours comme le gage d'une réconciliation. Tout espoir de l'arrêter est une chimère. L'argent, ce nerf de la corruption, n'est plus le nerf de la guerre contre les principes; vous épuiseriez aujourd'hui le Pactole, que vous n'auriez pas une voix de plus. On ne corrompt jamais tout le monde; enrichir tous les votants, ce serait les rendre encore plus libres.

Toute tentative semblable, je dois vous en avertir, tombe sous le coup de l'article 179 du code pénal sur les tentatives de corruption d'un fonctionnaire; elle est passible d'un carcan; et quel plus grand fonctionnaire aujourd'hui qu'un électeur! Prenez donc garde à vous, vous qui auriez l'audace d'influencer les votes par des moyens illicites! une République naissante ne plaisante pas en fait de tentative de corruption. C'est, à ses yeux, plus qu'un crime; c'est une insulte faite à la dignité du caractère français.

Quant aux autres moyens occultes d'influence, aux personnalités malveillantes et calomnieuses, la tribune des élections et la presse en feront une si prompte justice, que nous n'aurons plus besoin de réclamer celle du code pénal.

Sur ce point, les opposants sont libres. Mais ô vous tous qu'après la victoire le peuple avait reçus dans ses bras,

les uns comme des frères pardonnés, les autres comme des frères de captivité; vous qui, pendant dix-huit ans, nous faisiez souffrir, et vous qui partagiez nos souffrances; vous que nous combattons alors, que nous avons vaincus aujourd'hui; et vous qui combattiez avec nous pour renverser l'objet de notre commune répugnance, de la répugnance du pays, à l'exception des salariés; ne revenez pas sur votre parole, après l'avoir donnée si solennellement. Ne nourrissez pas dans vos cœurs des projets dont vous n'avez pas sans doute apprécié l'odieuse chimère; n'appellez jamais la guerre civile à l'aide de vos combinaisons. La guerre civile ne serait pas de longue durée: elle qui sait emporter en trois jours un trône cimenté par dix-huit ans d'existence, combien de minutes lui donneriez-vous donc pour emporter un trône à l'état de projet? Que Dieu conjure de telles tempêtes; elles passeraient promptes, mais terribles comme l'éclair qui frappe en même temps qu'il est vu; et ces tempêtes ne frappent jamais les peuples.

Venez à nous, il en est encore temps pour que tout soit oublié.

Venez au nom de vos intérêts et au nom de la France! Qu'ambitionnez-vous donc de plus, que de vous trouver libres et considérés au milieu d'un peuple de frères? Comparez un instant le vasselage dynastique à la fierté républicaine; et vous, hommes fiers, vous n'hésitez plus à vous dire républicains.

Au reste, en vous donnant ces avis, c'est dans votre intérêt seul que je parle; la France attend de votre loyauté que vous ne démentiez pas de la confiance que vous lui avez d'abord inspirée.

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉSORMAIS IMMUABLE!

Calomnies sur le Club de Bercy.

La calomnie continue, sans se décourager, son œuvre ténébreuse; elle nous poursuit, nous qui ne demandons rien, avec un acharnement inouï de candidature. A chaque instant il nous arrive une de ses plus grosses bouffées; on nous conjure d'y répondre, comme si nos trente ans d'une vie consacrée tout entière au triomphe de la vérité et de la morale publique, n'étaient pas une réponse plus péremptoire que toute espèce de justification.

Que voulez-vous que nous disions à ces accusations de demande de trois cent mille têtes? Vraiment, et avec la meilleure volonté du monde, comment dirions-nous sans rire que nous n'en demandons pas même une, pas même celle de notre faux dénonciateur, quoique la loi nous autorise à faire cette demande en vertu du principe du talion?

D'où partent ces bruits? La police du Gouvernement provisoire serait-elle assez complaisante pour nous en dévoiler la source? car pour nous, nous n'en avons pu découvrir que les deux échos, qui sont, l'un au palais de justice, ce pays de tant de mensonges salariés, et l'autre à la bourse, ce pays des mensonges cotés.

Quoi d'étonnant qu'un homme de vérité ne soit pas dans les bonnes grâces des hommes d'affaires?

Mais comment se fait-il que chacune de nos actions soit dénaturée dans certains lieux, aussitôt qu'exécutée. Qui en porte la nouvelle dans ces parages, que nous ne fréquentons jamais que par sommation d'huissier?

Crainte de faire baisser les fonds de ces messieurs et de leur fournir le prétexte de quelque faillite, nous affectons de nous tenir à l'écart, de paraître dans fort peu de réunions, nous privant de ces émotions que nous ne manquons jamais d'éprouver, en écoutant tous les jeunes orateurs des clubs, espoir de la patrie, élèves formés à l'école de nos procès politiques, et qui déjà nous devancent de loin. Mais il paraît qu'en dépit de cet isolement, qui aujourd'hui est pour nous un sacrifice, à chaque pas que nous faisons hors de notre chaumière, le sol de la chicane tremble autant que celui de l'agiotage. Exemple: lundi dernier, les membres du bureau du club de Bercy nous invitèrent, au nom de l'Assemblée, à présider la séance; quinze cents citoyens peut-être, ouvriers, marchands en gros, propriétaires du pays, nous ont prêté, pendant une heure et demie, l'attention la plus sympathique; et, en descendant de la tribune, nous avons reçu les marques les plus expansives d'une affectueuse fraternité.

Nous portons le défi le plus formel que l'on trouve une voix qui atteste le contraire.

Eh bien, dès le lendemain, les fonds étaient en hausse à la bourse et au palais, sur le bruit que nous étant présenté à la tribune de Bercy, nous en avions été arraché avec violence, et mis à la porte comme le serait sans aucun doute l'un de ces marchands de paroles ou de différences.

Le club de Bercy a répondu jeudi à cette calomnie, en nous décernant le titre de président honoraire, et en en-

voyant aux journaux une protestation rédigée et signée par le bureau.

Il n'est pas besoin de dire que les journaux ne l'ont pas insérée.

Jeudi prochain, nous rendrons compte de la future calomnie n° 5.

Crise financière.

Le mot de crise indique suffisamment que ce n'est qu'un passager malaise, et non une durable calamité. La royauté peut faire banqueroute, mais une République organisée est toujours en état de payer ses dettes, alors même qu'elle n'aurait pas le sou dans sa caisse; elle fera plus, elle payera les dettes de notre ex-royauté. Est-ce que l'impôt, n'étant plus détourné de sa destination primitive, pour suffire aux appétits dévorants de la corruption administrative, n'est pas capable de rétablir les finances dans l'état le plus prospère? La République dépensera si peu pour les besoins de son service, que ses économies grossiront de manière à faire bientôt face à tout l'arriéré. On ne saurait s'imaginer avec combien peu d'argent, le Gouvernement d'une grande nation alimentera ses immenses rouages! Nous l'expliquons dans un de nos prochains numéros.

C'est que la République n'aura à nourrir ni le luxe des chevaux, ni le luxe des laquais de toutes sortes de livrées, ni le luxe des maîtresses aussi puissantes que ses laquais; dépenses stériles de têtes sans pensées, de bras inoccupés et improductifs, de surveillants ou complaisants dans l'intérêt d'un seul homme qui trône, et dont se passera très-gaîment un président qui administre et ne gouverne plus.

J'irai plus loin et je soutiendrai que, n'eussions-nous pas en France une seule obole monnayée, en quelques années il se trouverait que notre numéraire aurait atteint le même chiffre, tant les autres pays de la terre sont tributaires des produits de notre industrie, qu'ils nous achètent au poids de l'or.

Sous une monarchie, la fortune de quatre cent mille employés dépend d'un coup de tête du despote; ils tombent tous avec lui. Sous une république, la chute du président, s'il venait à dévier, n'entraînerait que la destitution d'un seul homme, et puis tout serait dit. Poltrons, lequel des deux régimes préférez-vous? n'est-ce pas que c'est celui que préfèrent aussi les braves?

Le neveu du premier grenadier français.

Au milieu de notre céleste allégresse, une idée triste nous préoccupe: notre meilleur ami et compagnon de cachots, le capitaine Kersausic, neveu de Latour d'Auvergne, manque à l'appel; et pourtant la République demande son nom à tous les échos de la liberté du monde.

Kersausic, capitaine au 4^e hussard en 1830, en tous les temps républicain par droit de naissance, pacifia la Vendée par l'influence de sa réputation d'homme aussi brave que dévoué aux intérêts du pays.

Au bout de quelques jours, indigné de la perfidie de Louis-Philippe, il lui envoya sa démission, avec la formule d'un profond mépris; et pendant six ans chacun sait quel épouvantail il a été constamment pour ce poltron entêté. La police le redoutait autant en prison qu'en liberté; le citoyen Caussidière est seul en état de dire, à l'inspection du dossier volumineux du citoyen Kersausic, tout ce que ce nom a causé de sollicitude aux préfets de police du juste milieu.

Condamné à la peine de la déportation, en 1835, et amnistié ensuite de force, on eut l'infamie de le placer sous la surveillance, en le condamnant à la liberté.

Au lieu de subir cette humiliation, Kersausic alla prêter le concours de son épée au patriotisme espagnol dans la guerre contre les Carlistes.

Après avoir erré en France, il se rendit en Angleterre, de là en Suisse pour combattre, en cas d'intervention, dans les rangs des patriotes suisses.

Il passa ensuite à Naples, et de Naples à Messine....

Et je n'en ai plus reçu de nouvelles depuis le bombardement de cette immortelle cité.

Le neveu de Latour d'Auvergne serait-il mort au champ d'honneur de la liberté, ailleurs que dans son beau pays de France?

Quelle fatalité! lui qui avait tant de fois revêtu son uniforme sur les barricades de Paris! A l'appel du soir de nos victimes politiques, faudra-t-il répondre: *Mort au champ d'honneur de la liberté des peuples!* Sa sœur chérie l'ignore, autant que moi son frère d'adoption.

Dans notre numéro de jeudi, où nous nous élevions vivement contre un des membres de la *Commission des récompenses nationales*, c'est par erreur que nous avons attribué au membre en question la qualité de secrétaire général; cette qualité appartient au citoyen Charles Rouvenat, secrétaire particulier du citoyen Albert, et complètement étranger aux faits que nous avons mentionnés, et qui ne s'appliquent qu'au secrétaire adjoint de la Commission des récompenses. Il est urgent, aux yeux des patriotes, que cet homme soit replacé dans le cadre où il se trouvait le 22 février, et ne siège plus dans cette Commission.

Vendredi, à l'approche du cortège, immense et vivante protestation, les boutiques et magasins du quai se fermaient comme toujours, sous l'impression antique et solennelle de la panique, cette affection morbide du comptoir. Le cortège a sommé les marchands de les ouvrir: « Pour qui nous prenez-vous donc, s'écriaient les citoyens, indignés de cette insulte, est-ce que nous ne sommes pas travailleurs comme vous? » Les boutiques se sont ouvertes à ces mots, et tous les propriétaires ont pu jouir ainsi du plus beau spectacle qu'il soit donné de voir, à un ami de son pays.

Il nous revient de toutes parts que l'on a trouvé au ministère de l'intérieur un dossier dépositaire de témoignages accablants et irrécusables, qui établissent que le nommé Delahode jouait dans les rangs du peuple le rôle d'un espion du gouvernement déchu, sur les barricades mêmes de février. Ce Delahode s'était glissé dans les rangs des rédacteurs de la *Réforme*, dont il a surpris assez longtemps la religion, et après la victoire du peuple il est devenu, nous croyons, secrétaire d'une commission importante. Son dossier ne renfermait pas moins de cinq cents de ses lettres, la première signée *Delahode*, et les autres signées *Pierre*. On ajoute que le citoyen Caussidière, à la première nouvelle d'une telle infamie, l'a appréhendé au corps et conduit au cachot lui-même; que le soir, les patriotes ont extrait Delahode de sa prison, pour l'amener à la barre d'un tribunal militaire, où la question a été agitée de le faire passer par les armes, en face du peuple assemblé. L'avis de le renvoyer devant les tribunaux ordinaires aurait prévalu.

Ce triste événement nous doit rendre dorénavant bien circospect dans le choix des employés de la République; et il serait urgent à l'avenir de ne plus faire aucune promotion qu'après vérification faite des dossiers de police et même du livre rouge. Rien n'égale en effet l'impudeur de ces agents de trahison, quand il s'agit de prendre les postes de confiance.

En prenant connaissance de ce fait, que sont venus nous raconter les témoins oculaires, nous pensons que tous les patriotes se réuniront à nous, pour que l'on procède dorénavant, dans le choix des employés, par une enquête préalable; en attendant le jour où il sera possible de soumettre les nominations déjà faites à une scrupuleuse épuration.

Par arrêté du Gouvernement provisoire du 18 mars, les élections de la garde nationale pour Paris et la banlieue, commenceront le 5 avril prochain.

Commission de Gouvernement pour les travailleurs.

Les délégués des ouvriers de diverses professions sont invités à se réunir demain dimanche, 19 mars, à deux heures et demie, au palais national du Luxembourg.

Seront seulement admis à cette réunion spéciale, et sur la présentation d'un billet de convocation qui leur a été adressé, les délégués dont les noms ont été publiés dans le *Moniteur* du 14 mars 1848, et dont les pouvoirs se trouvent vérifiés par cette publication.

Les délégués qui ont justifié de leurs pouvoirs postérieurement au 10 mars, et dont les noms seront publiés dans une liste supplémentaire, ne seront point admis à cette séance; mais ils seront admis aux séances suivantes, après que leurs pouvoirs auront été vérifiés par l'insertion des noms dans le *Moniteur*. A cet effet, tous ceux qui n'ont pas encore produit leurs titres sont invités à les faire parvenir sans délai à la Commission, afin que cette liste supplémentaire puisse être publiée sans retard.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.